

# Emploi salarié

## Près de 12 000 emplois supplémentaires en Bretagne en 2018

En 2018, près de 12 000 emplois ont été créés dans l'économie bretonne. La progression de l'emploi salarié total y est plus élevée qu'au niveau national.

La reprise de l'emploi industriel, plus précoce en Bretagne qu'au niveau national, se confirme en 2018. L'emploi dans la construction progresse également de nouveau dans la région. Le tertiaire marchand continue à porter les créations d'emplois (+ 1,3 %), en particulier dans les services aux entreprises hors intérim, le commerce et l'information-communication. L'intérim est toutefois en recul de 2,5 % en 2018. Dans le tertiaire non marchand, l'emploi progresse de 0,5 % en Bretagne alors qu'il est stable au niveau national.

Valérie Mariette, Insee – Stéphane Moro, Direccte

En 2018, l'emploi salarié total est en hausse de 1,0 % en Bretagne, ce qui correspond à 11 800 créations nettes d'emplois depuis fin 2017 (*figure 1*). Le rythme de progression est plus élevé dans la région qu'en France (+ 0,6 %). L'emploi décélère néanmoins en 2018 par rapport à l'année 2017, particulièrement dynamique (+ 2,1 % en Bretagne ; + 1,3 % au niveau national). La progression observée en 2018 situe la Bretagne au 6<sup>e</sup> rang des régions françaises (*figure 2*). Dans les principaux secteurs de l'économie, l'évolution de l'emploi est plus favorable ou du même ordre dans la région qu'au niveau national.

### L'industrie bretonne crée de nouveau des emplois

En Bretagne, l'emploi dans l'industrie croît de 0,2 % en 2018, soit 300 emplois supplémentaires. C'est la seconde année de progression depuis 2011, après l'augmentation de 0,6 % en 2017 (*figure 3*). La reprise de l'emploi industriel dans la région est antérieure à celle enregistrée en France (+ 0,3 % en 2018 après une stabilité en 2017).

Décliné par département, l'emploi industriel continue à reculer en Ille-et-Vilaine (- 0,3 % en 2018 après - 0,5 % en 2017) (*figure 4*). Il est stable en 2018 dans le Finistère (après + 1,7 % en 2017) et en hausse dans les deux autres départements. L'agroalimentaire breton gagne 300 emplois en 2018, soit une hausse de 0,4 % égale à celle du niveau national. Parmi les départements bretons, seul le Finistère présente une contraction de l'emploi (- 1,3 %), en lien avec les restructurations et fermetures dans la filière de la volaille, notamment dans les entreprises Tilly-Sabco et Doux. L'emploi agroalimentaire reste solide dans les autres départements, en hausse d'environ 1 %.

L'emploi dans la fabrication de biens

d'équipement progresse de 1,0 % en 2018, soit 200 emplois supplémentaires. Dans les autres branches industrielles, il augmente de 0,2 % (+ 100 emplois). Dans celui de l'énergie, eau, déchets, cokéfaction et raffinage, l'emploi est quasi stable.

La contraction de l'emploi se poursuit en 2018 en Bretagne dans la fabrication de matériels de transport (- 2,7 % soit - 300 emplois), à l'inverse du niveau national (+ 0,1 %). Cela résulte de la destruction de 400 emplois en Ille-et-Vilaine, en raison notamment de la poursuite du dispositif de départs volontaires au sein du groupe PSA. En parallèle, l'accélération de l'activité en fin d'année 2018 du groupe automobile sur le site de la Janais à proximité de Rennes a donné lieu au recrutement de nombreux intérimaires.

### L'emploi dans la construction confirme sa reprise

Le secteur de la construction crée 1 400 emplois en 2018, correspondant à une progression de 2,0 %, après 2,5 % en 2017. Ce secteur confirme ainsi sa reprise après huit années de baisse, de 2009 à 2016. La hausse constatée dans la région en 2018 est similaire à celle du niveau national (+ 1,9 %).

L'emploi dans la construction augmente dans chaque département breton, de 1,3 % dans le Morbihan à 2,8 % dans le Finistère.

### Le tertiaire marchand regroupe la majorité des créations d'emploi

Dans le tertiaire marchand, les créations d'emplois décélèrent en 2018 (+ 1,3 %) après la forte progression observée en 2017 (+ 3,4 %). L'emploi tertiaire croît néanmoins à un rythme plus élevé qu'au niveau national (+ 0,9 % en 2018). Sur un an, 6 800 emplois ont été créés dans la région, soit près de 60 % des créations observées sur l'ensemble des secteurs. En

2018, l'emploi tertiaire est pénalisé par sa composante intérimaire, en baisse de 2,5 % après la forte hausse de 20,7 % enregistrée en 2017 (*encadré*). Hors intérim, la hausse de l'emploi tertiaire est donc plus soutenue (+ 1,7 % soit près de 8 000 emplois supplémentaires).

### Nouvelle hausse de l'emploi dans le commerce

En 2018, l'emploi salarié dans le commerce poursuit sa progression (+ 1,4 % après + 1,6 % en 2017). Dans ce secteur, 2 200 emplois ont été créés en un an. Le rythme de croissance est plus élevé en Bretagne qu'en France (+ 0,6 %). La hausse de l'emploi dans le commerce s'observe dans chaque département breton, de + 1,2 % dans le Finistère à + 1,6 % en Ille-et-Vilaine et dans le Morbihan.

### Dynamisme dans les services aux entreprises et l'information-communication

Les services aux entreprises, hors intérim, contribuent à nouveau fortement au dynamisme des services marchands. Ce secteur gagne 2 900 emplois en Bretagne en 2017, soit une progression de 3,1 % plus soutenue qu'au niveau national (+ 2,4 %). La hausse est nettement plus forte dans le Morbihan (+ 6,7 %) et en Ille-et-Vilaine (+ 4,0 %) que dans les Côtes-d'Armor (+ 0,4 %) et le Finistère (+ 0,6 %).

Dans l'information et la communication, les créations d'emploi sont en hausse de 3,7 % (+ 1 100 emplois) après + 2,5 % en 2017. L'accélération vaut également au niveau national (+ 4,3 % après + 2,8 %). L'Ille-et-Vilaine porte la hausse régionale avec 900 emplois supplémentaires (+ 4,8 %), imité, dans une moindre mesure, par le Finistère (+ 3,6 % soit + 100 emplois). Ces deux départements bénéficient notamment du dynamisme

### 1 Emploi salarié total par secteurs d'activité en Bretagne

Secteur d'activité - NAF rév. 2, 2008	en %				
	2018 T4 (en milliers)	Evolution annuelle		Evolution annuelle moyenne entre 2012 et 2017 *	
		Bretagne	Bretagne	France hors Mayotte	Bretagne
<b>Agriculture</b>	27,1	5,3	1,9	2,2	1,0
<b>Industrie</b>	172,7	0,2	0,3	-0,2	-0,8
Industrie agro-alimentaire	70,7	0,4	0,4	0,6	0,4
Energie, eau, déchets, cokéfaction et raffinage	12,7	-0,1	0,9	-0,9	-0,6
Biens d'équipement	18,5	1,0	0,1	0,5	-1,4
Matériels de transport	9,7	-2,7	0,1	-3,2	-1,2
Autres branches industrielles	61,1	0,2	0,2	-0,6	-1,1
<b>Construction</b>	71,5	2,0	1,9	-1,2	-1,4
<b>Tertiaire marchand</b>	528,9	1,3	0,9	1,6	1,3
Commerce	154,4	1,4	0,6	0,4	0,4
Transports	61,2	1,1	1,2	0,7	0,2
Hébergement - restauration	47,2	2,6	1,8	2,0	1,7
Information - communication	30,1	3,7	4,3	1,9	1,3
Services financiers	32,4	-0,4	0,4	1,1	0,5
Services immobiliers	8,2	1,6	-0,7	1,7	0,4
Services aux entreprises hors intérim	96,1	3,1	2,4	2,1	1,9
Intérim	43,6	-2,5	-3,3	8,1	8,9
Services aux ménages	55,7	-0,1	-1,0	0,4	-0,2
<b>Tertiaire non marchand</b>	423,3	0,5	-0,1	0,8	0,6
<b>Total</b>	1223,4	1,0	0,6	0,9	0,6

Notes : données CVS en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires. Pour l'agriculture, les données de la MSA ne sont plus disponibles depuis le 3<sup>e</sup> trimestre 2017 ; l'Insee réalise une estimation sur les trimestres suivants, en prolongeant les tendances récentes.

\* : évolution annuelle qu'aurait connu l'emploi salarié total du secteur, si elle avait été la même pour chaque année de la période considérée.

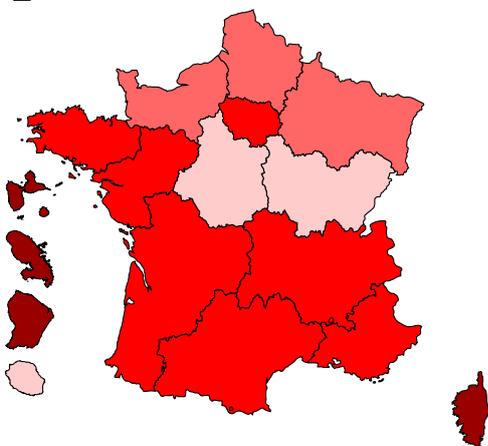
Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

### 2 Évolution régionale de l'emploi salarié

France hors Mayotte : 0,6 %  
Glissement annuel 2018-2017 (en %)

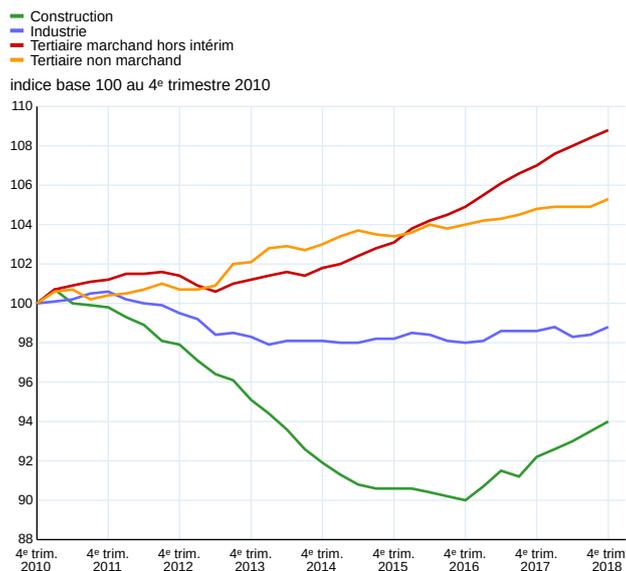
- 1,2 et plus
- de 0,6 à moins de 1,2
- de -0,2 à moins de 0,6
- moins de -0,2



Notes : données CVS en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.  
Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.  
©IGN-Insee 2019

### 3 Évolution trimestrielle de l'emploi salarié des secteurs principalement marchands dans la région Bretagne



Notes : données CVS en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.  
Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

### 4 Emploi salarié total par départements et par grands secteurs d'activité en Bretagne

	2018 T4 (en Milliers)	Glissement annuel						Total
		Agriculture	Industrie	Construction	Tertiaire marchand	dont intérim	Tertiaire non marchand	
Côtes-d'Armor	194,8	ns	1,1	1,9	1,8	11,8	-0,6	0,9
Finistère	328,3	ns	0,0	2,8	0,1	-8,6	0,2	0,5
Ille-et-Vilaine	447,4	ns	-0,3	1,8	1,8	-4,0	0,9	1,3
Morbihan	252,9	ns	0,5	1,3	1,3	-4,0	0,8	1,0
<b>Bretagne</b>	<b>1223,4</b>	<b>5,3</b>	<b>0,2</b>	<b>2,0</b>	<b>1,3</b>	<b>-2,5</b>	<b>0,5</b>	<b>1,0</b>

Notes : données CVS en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires. Pour l'agriculture, les données de la MSA ne sont plus disponibles depuis le 3<sup>e</sup> trimestre 2017 ; l'Insee réalise une estimation sur les trimestres suivants, en prolongeant les tendances récentes.

ns : non significatif

Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

**Avertissement :** À partir des résultats du premier trimestre 2018, le champ des estimations trimestrielles d'emploi (ETE) localisées, réalisées en partenariat avec l'Acooss et les Urssaf (champ hors intérim) ainsi que la Dares (sur l'intérim), s'est étendu. En 2017, les ETE publiées au niveau localisé (région et département) portaient seulement sur les salariés du secteur marchand - hors agriculture et activité des particuliers employeurs - en France métropolitaine. Depuis 2018, le champ des ETE localisées comprend les départements d'outre-mer (hors Mayotte) et l'ensemble de l'emploi salarié, donc y compris les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs.

De plus, une distinction des emplois « privé » et « public », établie à partir de la catégorie juridique des employeurs, est disponible au niveau régional. Les niveaux de l'emploi « privé » publiés par les Urssaf et par l'Insee diffèrent du fait d'écarts de champ et de concept, et de légères différences peuvent exister sur les taux d'évolution.

Parallèlement, l'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut entraîner des révisions accrues sur les données, en particulier durant la phase de montée en charge de la DSN.

croissant de leur écosystème numérique, en particulier dans les métropoles de Rennes et Brest.

Le secteur de l'hébergement et de la restauration crée 1 200 emplois en 2018, soit une progression de 2,6 % plus soutenue qu'au niveau national (+ 1,8 %). Cette augmentation s'observe dans chaque département breton, à l'exception du Morbihan (- 0,6 %).

L'emploi dans les transports croît de 1,1 % en 2018 (+ 600 emplois), à un rythme proche de celui de la France (+ 1,2 %). Il progresse plus dans les Côtes-

d'Armor (+ 2,4 %) mais recule de nouveau dans le Finistère (- 0,5 % après - 1,7 % en 2017).

Dans les activités immobilières, l'emploi augmente de 1,6 % (+ 1,3 % en 2017), alors qu'il se replie de nouveau au niveau national (- 0,7 % après - 0,6 % en 2017). Dans les services aux ménages, l'emploi est quasi-stable en Bretagne (- 0,1 %) et recule de 1,0 % en France. En revanche, l'emploi dans les services financiers diminue de 0,4 % dans la région tandis qu'il progresse de 0,4 % dans l'Hexagone.

### Plus d'emplois dans le tertiaire non marchand

Dans le secteur tertiaire non marchand<sup>1</sup>, l'emploi progresse de 0,5 % en 2018, soit près de 2 000 emplois supplémentaires. Il est quasi stable au niveau national (- 0,1 %). L'emploi non marchand augmente plus en Ile-et-Vilaine (+ 0,9 %) et dans le Morbihan (+ 0,8 %) que dans le Finistère (+ 0,2 %). Dans les Côtes-d'Armor, il recule de 0,6 %.

1- Ce secteur comprend l'administration publique, l'enseignement, les activités pour la santé humaine, l'hébergement médico-social et l'action sociale.

### La légère baisse de l'intérim en 2018 impacte l'industrie non agroalimentaire et la construction

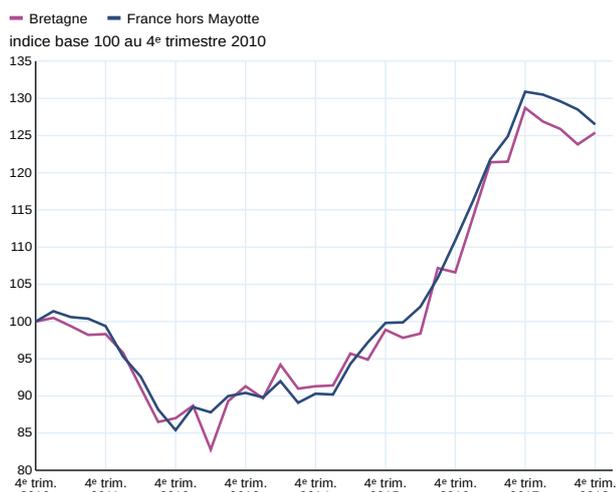
L'évolution de l'activité intérimaire est sensible aux variations de l'activité économique. Ainsi, même s'il ne représente que 3,6 % de l'emploi salarié total à la fin de l'année 2018, l'intérim constitue un indicateur avancé de l'emploi. Lors d'opérations de réduction d'effectifs salariés, les postes des intérimaires sont en général les premiers supprimés. Inversement, dans un contexte de reprise de l'activité de l'entreprise utilisatrice, les travailleurs intérimaires sont bien souvent rappelés en premier avant des phases éventuelles de recrutement.

Fin 2018, 43 630 intérimaires sont comptabilisés en Bretagne. L'emploi intérimaire a reculé de 2,1 % au premier semestre avant de quasiment se stabiliser au second (- 0,4 %) (figure 5). Au total, le repli atteint ainsi 2,5 % sur un an. Cette variation est plus modérée que celle enregistrée en France (- 3,3 %). Le nombre d'intérimaires en fin d'année est en nette diminution dans le Finistère (- 8,6 %). Il baisse plus modérément en Ile-et-Vilaine et dans le Morbihan (- 4,0 %) alors qu'il progresse de 11,8 % dans les Côtes-d'Armor.

Toutefois, le nombre d'intérimaires au 4<sup>e</sup> trimestre 2017 était particulièrement élevé comparé à celui des 3 trimestres précédents alors que celui du 4<sup>e</sup> trimestre 2018 est dans la moyenne des trois premiers trimestres de l'année 2018. En outre, la durée des missions d'intérim a légèrement augmenté en 2018 comparé à 2017.

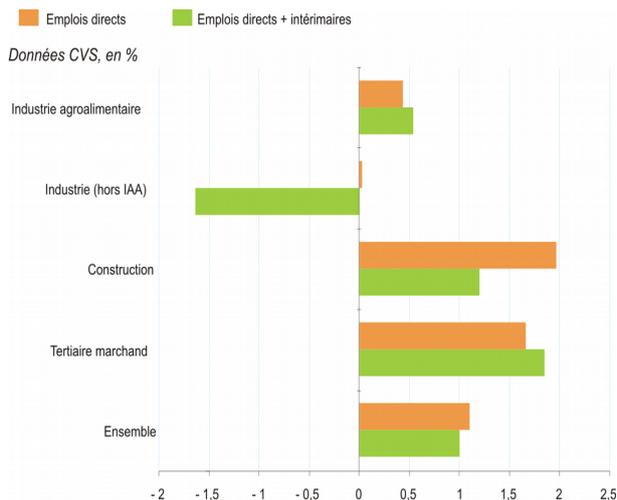
Ainsi, mesuré en moyenne sur l'ensemble de l'année et en équivalent temps plein (ETP), le volume de l'activité intérimaire en 2018 dans la région apparaît alors en augmentation de 4,6 % par rapport à l'année 2017. Ce volume s'accroît plus fortement dans les Côtes-d'Armor (+ 8,7 %) et en Ile-et-Vilaine (+ 6,6 %) que dans le Morbihan (+ 2,8 %) alors qu'il recule légèrement dans le Finistère (- 0,4 %).

#### 5 Évolution trimestrielle de l'emploi intérimaire



Notes : données CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires. Champ : emploi intérimaire en fin de trimestre. Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoos-Urssaf, Dares, Insee.

#### 6 Évolution annuelle 2017-2018 de l'emploi salarié en Bretagne



Note : Les intérimaires sont affectés au secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Champ : emploi salarié total en fin de trimestre. Sources : Insee, estimations d'emploi au 4<sup>e</sup> trimestre 2018 - Direccte Bretagne.

En mesurant l'emploi au 31 décembre, l'intérim en 2018 a freiné la hausse globale du nombre d'emplois salariés dans la région. Alors que 12 900 emplois salariés ont été créés par des emplois directs, 1 100 ont été détruits dans l'intérim. Contrairement à l'année précédente, l'intérim n'a pas soutenu l'activité industrielle en 2018 (figure 6). Hors secteur agroalimentaire, l'emploi direct dans l'industrie est resté stable mais il baisse de 1,6 % en intégrant l'intérim. Environ 1 900 emplois intérimaires y ont été supprimés, dont près de 600 dans la fabrication de produits en caoutchouc et en plastique. Dans l'industrie agroalimentaire, qui emploie à elle seule un quart des intérimaires de la région, l'emploi intérimaire gagne 1,2 %. Le gain de l'emploi direct dans la construction (+ 1 400 postes) est en partie rogné par la baisse conséquente de l'emploi intérimaire (- 450 postes). En conséquence, l'accroissement de 2 % de l'emploi dans ce secteur sans prendre en compte l'intérim est ramené à 1,2 % après prise en compte de celui-ci. Dans le secteur tertiaire marchand, le recours à l'intérim est plus faible et l'évolution positive de l'emploi intérimaire (+ 9,4 %) a peu d'effet sur l'évolution globale de l'emploi (+ 1,7 % hors intérim, + 1,8 % en le comptabilisant). La hausse est notable dans le transport et l'entrepôt (près de 500 intérimaires supplémentaires), le commerce (+ 350) et les activités de services administratifs et de soutien (+ 400).